

LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

au sommaire
de ce numéro :

- 3** **RASSURÉS ?** éditorial par **M-L DUBOIN**.
Non, les Français ne peuvent pas l'avoir été par l'entretien télévisé de leur président...
- 4** **TOUS INTERMITTENTS**, par **J-P MON**.
Pourquoi les intermittents du spectacle sont les premiers intéressés par l'économie distributive.
- 5** **NOUS Y VOILÀ !**, par **A.PRIME**.
La réforme de la sécurité sociale prépare la route aux compagnies d'assurances privées.
- 9** **IMPERTINENCES D'INTERMITTENTS**, par **G.MONNET** et **R.POQUET**.
Deux anciens directeurs de centres culturels témoignent.
- 13** **L'ENVIRONNEMENT**, par **J.MESTRALLET**.
Les "lois" économiques font partie de l'environnement humain et elles le menacent.

N° 962 janvier 1997

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

*
*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

*
Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°).....	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n° mensuels	250	FF
10 n° mensuels	350	FF
Europe.....	175	FF
(Par avion, nous consulter)		

Règlements :

par CCP : "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

*Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

TÉLÉPHONE les mardi et jeudi, mais seulement de 15 à 18 heures, 01 30 71 58 04

♦ *Pour faire réfléchir autour de vous :*

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1934, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco). Une pièce de théâtre vient d'en être tirée.

épuisé

~~L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE~~

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.

♦ *Pour votre réflexion personnelle :*

nouvelle édition

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour comprendre les mécanismes d'une économie alternative comparés à ceux de l'économie actuelle. L'économie distributive vécue dans ses détails (110

♦ *Pour animer une discussion :*

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

texte d'une conférence d'André PRIME (25 F)

♦ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses et propositions ::*

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS et **LA TROISIÈME VOIE**

deux numéros hors série (Janvier 1992 et décembre 1996, 15 F franco chacun).

♦ *Enfin une bande dessinée :*

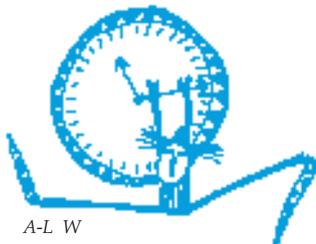
« ET SI ON CHANGEAIT ? »

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (25 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

*Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.*

**Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais
est également disponible, dans les mêmes conditions.**



A-L W

Rassurés ?

Il paraît qu'il était nécessaire que le président de la République parle aux Français pour les rassurer. Il leur a parlé pendant deux heures et les Français ne sont pas rassurés.

Et ils ont raison. Il y a un divorce total entre les aspirations légitimes d'une grande majorité d'entre eux et la politique menée par Jacques Chirac. Celui-ci a beau dire que c'est être conformiste que de ne pas admettre que la modernité consiste à faire les restrictions qu'il impose, les Français ne voient pas la nécessité de se serrer la ceinture puisqu'ils produisent en abondance.

Car ils jugent sur ce qu'ils voient, ce qu'ils éprouvent, la réalité, concrète, de leur vie de tous les jours : les licenciements, même si on les appelle dégraissages, la détresse des exclus, dont le nombre augmente dramatiquement, même si on parle de plans sociaux, l'appel fait à des bénévoles pour faire fonctionner les restaurants du cœur, même si la Ville de Paris a récupéré sans histoire les "cadeaux" que s'étaient octroyés R.Pandraud¹ et C.Cabana² (respectivement 618.000 et 92.000F) et même si elle retrouve

aussi celui (estimé, au minimum, à 423.555F) qu'Alain Juppé a été sommé de lui restituer.

Jacques Chirac peut toujours se présenter comme le gardien de la sécurité sociale, mais un malade du cancer à qui l'hôpital refuse, sous prétexte qu'ils coûtent trop cher, les médicaments qui diminuent les souffrances de la chimiothérapie, ne peut plus être dupe. Le président a beau nier que «des portes s'ouvrent de plus en plus en France pour prôner une retraite par capitalisation», les Français voient quelle publicité est déployée depuis peu, malgré son prix, dans tous les médias, par les compagnies d'assurance intéressées³.

«Je vais vendre la France», se vante J.Chirac, croyant ainsi faire plaisir aux Français, mais il ajoute que «l'investissement, c'est l'emploi» et montre par là qu'il n'a encore rien vu de la mutation en cours ! Si un étudiant de Dauphine, interrogé après l'entretien télévisé, se croyait tiré d'affaire parce que «des stages diplômants» allaient permettre aux jeunes «de se placer dans des PME au sortir de leur stage», il aura pu depuis comparer cette promesse avec la précision apportée par J.Gandois,

le président du CNPF, le 3 décembre à propos de ces stages : «Il n'y aura pas de promesse d'emploi». Ce qui est cohérent avec les prévisions publiées le 17 décembre par l'INSEE : le chômage va encore augmenter l'an prochain et pourrait atteindre 13% de la population active, au sens du BIT, en juin 1997. Et cela malgré la croissance, estimée à 1,3% en 1996 et qui pourrait être «de 2,5% en glissement annuel à la fin du premier semestre de 1997».

Non, la croissance, pas plus que l'investissement, ce n'est plus l'emploi. Il faut en prendre conscience quand on a en mains l'avenir d'un pays.

Ce qui nous attend, si on laisse faire, c'est de devenir tous des *intérimaires*, comme ceux du spectacle qui luttent pour leur survie, et, avec elle, pour celle de notre culture.

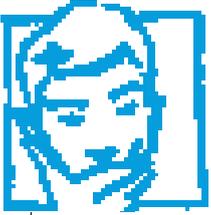
MARIE-LOUISE DUBOIN

1 quand il était directeur du cabinet de J.Chirac à la mairie de Paris.

2. qui y était adjoint, chargé des finances.

3. Voir ci-dessous l'article d'A.Prime.

**Bonne nouvelle année, chers lecteurs,
malgré des perspectives peu enthousiasmantes.
Il va falloir, encore et toujours, redoubler d'efforts pour expliquer,
faire évoluer les mentalités sans violence, et ce n'est pas facile.
N'oubliez pas que pour vous aider, nous avons rédigé quelques documents
qui sont à votre disposition, dont notre dernier numéro spécial,
résumant "la troisième voie".
C'est sûrement le plus beau cadeau que vous puissiez faire autour de vous...!**



Tous Intermittents ?

Les diverses actions spectaculaires entreprises à Paris et en Province par ceux qu'on appelle les "Intermittents du spectacle" ont révélé à l'ensemble de la population française la réalité de "la vie d'artiste". On trouvera plus loin, dans ce numéro, quelques réflexions sur le spectacle et l'économie, présentées par deux acteurs de la vie culturelle.

Mais, au fait, ces intermittents du spectacle qui sont-ils ? Ce sont les techniciens de plateau, les régisseurs lumière, les preneurs de son, les opérateurs de prises de vues de la télévision ou du cinéma, les chefs machinistes, les habilleuses, les maquilleuses, les danseurs, les compositeurs et, bien sûr, les comédiens. En bref, ce sont les professionnels du cinéma de l'audiovisuel, des entreprises de spectacle en général.

Que veulent-ils ? Tout simplement continuer à bénéficier de la convention Unedic d'assurance-chômage qui leur permet d'être indemnisés lorsqu'ils n'ont pas de travail. Sans entrer dans les détails, ils pouvaient jusqu'à présent, bénéficier de ces assurances (dont le montant maximal mensuel ne peut excéder 15.000 francs) à condition d'avoir travaillé au moins 507 heures au cours des douze mois précédents. C'est ce système, dérogeant à la règle générale, et qui équivaut en fait au versement d'un revenu minimal permanent entre deux spectacles ou concerts, que le CNPF dans la fureur libérale qui l'anime (au moins en ce qui concerne les salaires et les impôts) tente de remettre en cause parce qu'il est très déficitaire (les cotisations perçues étant de 619 millions de francs et les prestations s'élevant à 2,8 milliards de francs). Avec sagesse, ou parce qu'il ne pouvait pas faire autrement, le ministre de la Culture a décidé de maintenir le statu-quo jusqu'en avril 1997. D'ici

là, les parties en présence essaieront de trouver un accord.

Pour nous qui sommes partisans d'un revenu social pour tous, ce conflit est exemplaire. Il illustre en effet un certain nombre d'arguments que l'on nous oppose fréquemment. Par exemple, pourquoi travailler davantage une fois qu'on a effectué les 507 heures de travail nécessaires pour bénéficier de l'assurance ? Tout simplement parce, comme le dit Jean-Pierre Vincent, directeur du Théâtre des Amandiers, «*les périodes sans emploi ne sont pas sans activité pour les intermittents : un danseur doit entretenir son corps en permanence, de même qu'un acteur doit travailler sa voix, etc. Autrement dit, la production artistique ne se limite pas aux périodes liées à un travail rémunéré...*». C'est tout aussi valable dans beaucoup d'autres domaines que la Culture. Imagine-t-on un pompier qui ne serait payé que pour le temps qu'il lui faut pour éteindre un incendie ? Ou un militaire, juste quand il fait la guerre ? Ou un PDG, pour seulement la durée du conseil d'administration qu'il préside ? Un ingénieur, un chercheur, doivent maintenir à jour leurs connaissances sans que cela se traduise par une production immédiate...

En fait, ce que recherchent les employeurs, c'est l'extension de la précarité, pour peser sur les salaires. Comme le disait un jeune cameraman : «*socialement, nous sommes revenus au Moyen âge. Nous travaillons comme des journaliers.*» La plupart des intermittents vivent dans l'angoisse de ne pas avoir travaillé les 507 heures fatidiques dans l'année et, pour y arriver, acceptent le plus souvent d'être sous-payés par leurs employeurs. Contrairement à ce que certaines bonnes âmes voudraient faire croire, ce sont les périodes d'inactivité qui sont les plus dures à vivre pour les intermittents. «*Je vis très bien mon job quand je travaille. Mais je le vis très mal quand je ne travaille pas.*

En fait, je me pose des questions, je me demande toujours de quoi demain sera fait», déclare un cadreur qui évalue son salaire mensuel net à 11.000 francs. Rares sont ceux qui osent partir en vacances plus d'une semaine de peur de rater une occasion de travail. Tout cela conduit A. Lebaube à écrire dans *Le Monde Initiatives* du 18 décembre : «*Involontairement, les métiers du spectacle et de l'audiovisuel font figure de précurseurs dans l'expérimentation de la précarité dans l'emploi. Avec les annexes 8 et 10 (du règlement interne du régime d'assurance-chômage), ils ont obtenu les outils indispensables à sa gestion et disposent d'un système qui agit comme un amortisseur. Faut-il le leur supprimer, à un moment où, précisément, l'ensemble des autres salariés du privé sont, à leur tour affectés par les conséquences de la précarité montante et de la flexibilité ? Au contraire, on pourrait soutenir que le régime particulier devrait être généralisé pour s'adapter aux aléas de l'emploi précaire. Intérimaires, contrats à durée déterminée répétitifs et autres statuts atypiques auraient tout à y gagner. Mieux, tous ceux qui se lancent dans la création de leur propre emploi, à l'image des travailleurs indépendants, des ingénieurs-conseils et des consultants, et qui souffrent des mêmes angoisses que les intermittents, quand ils attendent entre deux missions, trouveraient là une façon de maîtriser les à-coups de leur activité. Cela pourrait susciter de nouvelles vocations et, partant, aider au développement de l'emploi.*»

Avouez que cela ressemble fortement au revenu social que nous proposons depuis fort longtemps, à la seule différence, mais elle est de taille, que son financement n'est envisagé par A. Lebaube que dans le cadre d'une redistribution. Cela pourrait cependant constituer une excellente mesure de transition vers l'économie distributive.

JEAN-PIERRE MON



Nous y voilà !

A peine l'encre de l'accord signé le 12 novembre entre AXA et l'UAP était-elle sèche que, sur France 2, Claude Bébéar, patron d'AXA, déclarait « *Il peut y avoir une sécurité sociale publique et, à côté, une ou des sécurités sociales privées.* »

Le voile était déchiré, montrant combien la *Grande Relève* a eu raison de dénoncer depuis des années, et récemment encore dans l'étude sur la formation de la sphère financière, l'hypocrisie du gouvernement en ce qui concerne la sécurité sociale. Juppé, en fixant à 17 milliards le déficit prévisionnel dans le budget 1996, savait très bien qu'il serait nettement plus élevé (en fait 50 à 60 milliards), ce qui, une fois de plus, lui permettrait de dénoncer « *le trou béant de la Sécu* » et d'ouvrir la voie à la privatisation de la santé et des retraites. Devant le tollé qu'ont suscité à gauche les propos de Bébéar, le gouvernement, par la voix de son ministre des affaires sociales, J. Barrot, a juré ses grands dieux qu'il n'était pas question de brader la Sécu au privé. On sait ce que veulent dire ces (faux) reculs et démentis des serviteurs de la classe possédante. L'essentiel est que l'idée soit lancée et fasse petit à petit son chemin au fil des « *gouffres* » de la Sécu qu'on prendra soin de pérenniser, quitte à les combler avec de nouveaux impôts tels qu'ils exaspéreront les Français et les amèneront à penser « *privé* ».

Essayons de cerner le problème. Tout d'abord il faut que les choses soient claires : la fusion AXA-UAP ne s'est pas faite du tout sur un pied d'égalité. Le grand maître d'œuvre, c'est AXA-Bébéar. L'UAP traîne 7 milliards de dettes¹, résultat de ses « *heureuses* » opérations immobilières des années passées (tout comme son homologue le GAN ou des banques, avec en tête le Crédit Lyonnais). La fusion AXA-

UAP n'est pas le fruit d'un accord amiable, contrairement aux apparences : il faut bien ménager l'opinion. Devant les tergiversations de J. Friedman, patron de l'UAP, intime de Chirac et Balladur, Bébéar s'est fait menaçant : le 8 novembre, il a fixé un délai de trois jours avant de lancer une OPA.

En fait « *d'accord amiable* », Friedman, et derrière lui le gouvernement, est allé à Canossa.

Le groupe AXA-UAP devient le numéro 2 de l'assurance dans le monde, derrière le Japonais *Nippon Life*, et le numéro 1 en Europe, devant l'Allemand *Allianz*. Le premier groupe américain ne vient qu'au cinquième rang.

Chiffre d'affaires prévu : 310 milliards; bénéfices : 7 milliards. Montant des fonds gérés : 2.300 milliards, loin devant les géants américains de la finance. D'autre part, le groupe AXA-UAP devient le premier actionnaire de la BNP avec 14% du capital, de Paribas avec 11% et de Suez avec 8% ; et un des principaux actionnaires de la Lyonnaise des Eaux et de la Générale des Eaux (bien que concurrents), de Danone, Rhône-Poulenc, Schneider, Elf-Aquitaine... « *Claude Bébéar devient le parrain du capitalisme français. Il connaîtra les secrets des pus belles entreprises françaises, parfois concurrentes entre elles. Il pourra faire ou défaire les carrières de quelques-uns des principaux patrons. Jamais, une telle puissance n'a été concentrée en une seule main en France. Dangereux ? Oui. D'autant que Claude Bébéar a toujours fonctionné de manière clanique. Le capitalisme à la française se renouvelle, mais il a encore de beaux jours devant lui. Désormais, pour être dans le bon wagon, mieux vaudra faire partie de la bande à Bébéar².* »

On comprend à quel point, avec un tel pouvoir, la finance dicte désormais sa loi aux gouvernements et ce, dans le monde entier.

Pour le moment, le problème en France, pour les prédateurs type Bébéar, c'est de faire sauter, en y mettant le temps et la forme si nécessaire, le monopole de la Sécu. Ils y seront aidés par les députés de droite, ouvertement et massivement, au plus tard après les législatives de 1998 s'ils les gagnent. Mais d'ores et déjà, de petits groupes sont à l'œuvre. Dans une lettre à ses administrés, le député-maire de Saint-Maur écrivait le 31 octobre 1996, donc avant la fusion AXA-UAP : « *Constamment en déficit, la Sécurité sociale rembourse de moins en moins nos frais maladie (médicaments, examens, lunettes, soins dentaires, etc.) tandis que nos retraites, présentes ou futures, sont bien mal en point. Et cependant les cotisations augmentent... Je propose un autre chemin que j'ai défini dans une proposition de loi co-signée par 16 députés et déposée en novembre 1993 : encourager la participation personnelle des Français à la gestion de leur assurance-maladie et abroger le monopole de la Sécurité sociale. Ceux qui voudront continuer à faire gérer leur compte santé et leur épargne retraite par la Sécurité sociale pourront le faire. Les autres devront contracter auprès d'une compagnie d'assurance privée ou d'une mutuelle répondant aux mêmes obligations que la Sécurité sociale. Toutefois, ils ne perdraient pas pour autant les bénéfices des droits acquis auprès de la Sécurité sociale. La réglementation européenne impose d'ailleurs à notre pays l'abrogation du monopole* ».

De son côté, Madelin, un proche de Bébéar, ne cesse de réclamer une véritable concurrence public-privé dans le secteur de la santé.

Bien entendu, pour commencer, les organismes privés rechercheront la clientèle la plus riche, laissant à la Sécu traditionnelle la cohorte des « *petites gens* ». Que se passera-t-il

alors ? Notre Sécu, dont les frais fixes ne baisseront que modérément, perdra la crème des recettes alors que les soins de ceux qui cotisent le moins resteront aussi élevés qu'aujourd'hui. La solidarité sera faussée, brisée. Et on pourra réellement parler du "gouffre" de la Sécu : petit à petit l'État se désengagera et le privé pourra tout capter. Cela mettra dix ou vingt ans, mais c'est le but recherché. Sans réaction populaire forte, nous serions alors dans le cas de l'Amérique d'aujourd'hui, avec sans doute 15 à 20% de Français sans couverture sociale.

* * *

Comme en écho aux intentions formulées par Bébéar le 12 novembre, les députés adoptaient dix jours plus tard le système des "fonds d'épargne retraite" (on a évité le vocable "fonds de pensions" dont la connotation anglo-saxonne pourrait inquiéter) pour les salariés du secteur privé. Pour allécher les cotisants, les versements seront déductibles des impôts

"dans la limite de 5% du montant de la rémunération".

Bébéar, et d'autres, pourront donc sans tarder commencer par engranger l'argent que les salariés, qu'on ne cesse d'inquiéter avec l'insuffisance à terme des retraites par répartition, seront tentés d'investir pour sauvegarder leur retraite.

Dans *l'Humanité*, sous le titre "*Un super prédateur*" (Bébéar est grand chasseur de fauves), Patrick Apel Muller écrivait à propos de l'accord Bébéar-Friedman : «*L'or qu'ils visent n'est pas celui des médailles, mais celui des sommes gigantesques qui seraient livrées aux marchés financiers par le biais des fonds de pension (...). Pour les marchés, les capitaux consacrés aux retraites par les salariés sont des fortunes gâchées. Il faut récupérer ces fonds à toute force pour réalimenter une bulle financière qui fonctionne à la manière des typhons, gonflée par ce qu'elle dévore avant de s'essouffler (...). Désormais, l'épargne même des salariés doit être drainée vers le tourbillon*».

AXA fait 42% de son chiffre d'affaires aux États-Unis. Il a donc acquis une solide expérience pour s'attaquer à la récolte de fonds de pensions en France.

A terme, selon un commentateur de radio, les organismes privés pourraient drainer jusqu'à 5.000 milliards de francs répartis entre santé et retraite.

* * *

Tout cela se passe dans une atmosphère de fin de siècle nauséabonde. Quelques jours après l'accord AXA-UAP, le *Canard enchaîné* dénonçait le plan secret ourdi par Peugeot-Renault : licenciements sur cinq ans de 40.000 salariés, avec promesse (?) d'embauche de ...15.000 jeunes. Le tout à la charge de la collectivité : 30 milliards plus 25 milliards, selon un conseiller de J. Barrot, dus à la perte des cotisations de licenciés.

On a le tournis ! Sommes-nous en "1788, à la veille de la révolte", comme l'a suggéré Pasqua lui-même ? Qu'en pense Seguin³ : «*C'est plus complexe, peut-être pire - 1788, c'était l'échec d'un monde qui finissait. Pour nous, c'est déjà l'échec d'un monde nouveau qui se construit... Il existe toujours des alternatives contre le chômage, il est faux de dire qu'on a tout essayé. On a décidé d'accepter cette fausse logique du tout-financier, du tout-économique, de la machine qui n'est plus au service de l'homme. Décidons l'inverse.*»

Décidons l'inverse ! Il est grand temps. Qui a écrit «*La Bourse devient pour cette génération ce qu'était la cathédrale au Moyen-âge*» ? Un contemporain ? Non pas. C'était Alexandre Dumas fils, dans "*La question d'argent*". Il y a plus d'un siècle !

ANDRÉ PRIME

— — —

1. Sans compter les 15 milliards de pertes immobilières de sa filiale, la Banque Worms.

2. Th. Philippon, *Nouvel Obs.* 21-27 nov.

3. Entretien dans *La Vie* du 21-27 nov.

Georges Gaudfrin, dans une lettre aux députés, intitulée "*Fonds de pension*" confirme l'analyse de A. Prime :

«*On fera accepter aux actifs salariés, au besoin avec l'aval inconscient des organisations censées défendre leur avenir, qu'ils confient leurs revenus futurs aux fantaisies de la finance internationale au profit de ceux qui la "gèrent" (Assurances, grenier des banques fournissant la substrat monétaire aux fabricants de crédit apatrides...)*

- *à l'aide d'un discours lénifiant et trompeur, car les garanties sont incompatibles avec le risque financier ou délictueux inhérent au système... à moins que l'État prévoie de venir au secours de ces revenus du capital si nécessaire (!),*

- *en usant du terme "retraite" pour accentuer la confusion,*

- *en faisant passer l'individualisme pour le "sens des responsabilités",*

où les conseillers ne seront pas les payeurs... mais augmenteront de ce fait leur pouvoir sur l'investissement et l'économie,

- *en attisant l'opposition actifs-retraités par répartition, profitant qu'ils sont réduits à se partager les seuls revenus du travail.*»

Confiance ?

La France est un pays riche. Que de fois a-t-on entendu cette phrase "réconfortante" dans la bouche des responsables du pays ! Alors pourquoi, dans cette France d'abondance, 8 millions de chômeurs, précaires ou exclus ? Juppé, le lundi 21 octobre, dans un entretien publié par le quotidien lyonnais *Le Progrès* affirme : « La situation en France s'améliore sur tous les fronts, sauf celui du chômage ». Il voulait ainsi délivrer un "message de confiance". C'est le même Juppé qui a dit : « Tout le programme de travail que je vous présente aujourd'hui tient en un seul mot : l'emploi ». C'était le 23 mai 1995, dans sa déclaration de politique générale au Parlement. Alors, voyons ce front de chômage. Tout d'abord, une tromperie supplémentaire : la bonne nouvelle de 12.000 chômeurs de moins en octobre, n'est due qu'à un nettoyage (supplémentaire) des fichiers de l'ANPE, radiations pour non observation des règles imposées aux demandeurs d'emploi. Près de la moitié (48,02 %) des chômeurs indemnisés (2.300.000

au 31 mars 96 sur 3.100.800) perçoivent moins de 3.000 F. par mois. De plus en plus de demandeurs d'emplois (43,6 %) ne reçoivent aucune allocation. Les jeunes sont les plus touchés. Pour avoir droit à l'ASS (l'allocation de solidarité spécifique) il faut justifier de 5 ans d'activité au cours des dernières années. Quant au RMI, il leur est refusé, sauf s'ils ont un enfant à charge. La France est un pays riche ! Et Juppé est un prophète...

Il n'y aura plus de plein emploi.

« Notre société s'enfoncé dans le chômage, c'est inéluctable puisque la machine a remplacé l'homme. Il n'y aura donc plus le plein emploi. C'est une vérité difficile à dire, mais c'est comme ça. On ne peut pas retourner en arrière. Les dirigeants qui se vantent de pouvoir créer d'hypothétiques emplois le savent bien ou alors ils n'ont rien compris et il est temps de les remplacer. »

G. Comte
(L'Éveil de la Haute-Loire, 21.10.96).



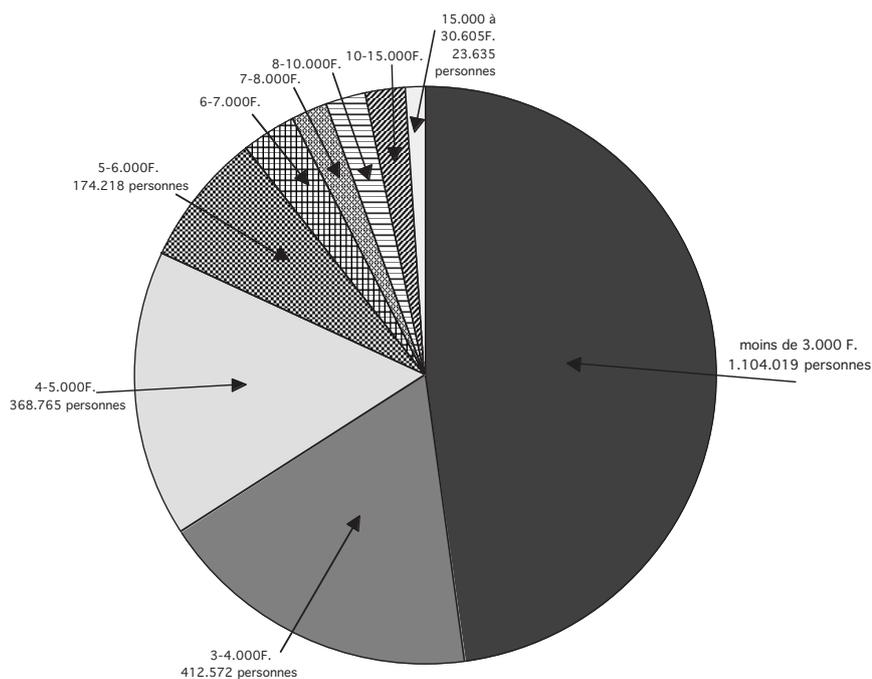
États-Unis = pays de Cocagne. Pour tous... ?

Dans la préface du livre de J. Rifkin : "La fin du travail", M. Rocard écrit : « L'évolution américaine ici a de quoi faire trembler. Quelques chiffres officiels la décrivent, que Rifkin reprend bien sûr mais que cite aussi l'actuel ministre américain du Travail, Robert Reich : le salaire moyen aux États-Unis a diminué de plus de 20 % en termes réels entre 1975 et 1995. Pendant ces mêmes vingt années, la richesse produite chaque année (le PIB) a augmenté de près des trois quarts, ce qui veut dire plus de 2.000 milliards de dollars de plus en 1995 qu'en 1975, et donc un nombre respectable de dizaine de milliers de milliards de dollars en cumulé sur la période ; mais le secrétariat d'État au Commerce publie tranquillement que 60 % de ces sommes himalayennes ont été accaparées par 1 % seulement (vous avez bien lu : un pour cent) des Américains. Il est exclu que ces deux millions et demi d'hyperprivilégiés consomment beaucoup plus qu'ils ne consomment maintenant ; en revanche, ce dont ils privent les autres a un poids macroéconomique évident. Il faut sérieusement se demander si un mécanisme analogue n'est pas plus ou moins en train de se mettre en place en Europe ». En complément, relire l'interview donnée à *Newsweek* le 24 avril 1995 par J. Rifkin, traduite et présentée par J-P Mon dans la *Grande Relève* n° 945 de juin 95.

Aveux complets

Divers aveux avaient suivi la cuisante défaite des socialistes en 93. Citons, entre autres, Martine Aubry, qui dans son livre "Le choix d'agir", écrivait : « En 1981, nous étions arrivés sous les vivats du peuple. Nous sommes repartis salués par les grands organes économiques et financiers. Nous étions célébrés par le *Financial Times* et le *Wall Street Journal*, mais abandonnés par ceux au nom desquels nous nous battions. La gauche ne pourra pas se recons-

Tranches d'indemnités



Source: UNEDIC. Statistiques portant sur un total de 2.299.200 chômeurs indemnisés au 31 mars 1996. Depuis, le nombre de chômeurs a augmenté de 150 à 200.000.

truire si elle ne réfléchit pas sur cette situation¹». Rappelons de même Lionel Jospin, qui, en guise de boutade amère, déclarait, en 1993 : « *Balladur échouera parce qu'il fera la même politique que nous* ».

C'est maintenant, en cette fin d'année 1996, Michel Rocard qui passe des "aveux complets". Dans le livre qu'il vient de publier au Seuil, "Comment en sortir", il écrit en préface : « *La philosophie libérale a toujours considéré le chômage comme le résultat des dysfonctionnements du marché ; elle est donc conduite à le traiter comme un solde, un effet secondaire désolant mais inévitable, confié aux techniques de la charité, fut-elle collectivement organisée... L'incapacité de la gauche sur ce terrain est plus troublante. Elle aurait dû comprendre, analyser, proposer. Elle a manifestement manqué, en France, une chance historique : elle a exercé le pouvoir deux fois cinq ans sans percevoir vraiment la gravité de la crise, ni même sans doute concevoir de réponse. La gauche n'a pas formulé de diagnostic de la mutation en cours. Prisonniers de nos structures sociales et de nos habitudes de pensée, nous avons tous participé de cette "préférence collective du chômage"... Quel aveu ! C'est presque mot pour mot ce que la*

GR n'a cessé d'écrire depuis 12 à 13 ans, dès lors que la trahison socialiste a été patente.

Cependant M. Rocard poursuit : « *Notre aveuglement collectif est d'autant plus impardonnable que cette évolution avait été aperçue par quelques esprits, parmi les plus clairvoyants il est vrai. Le lecteur me pardonnera par avance cette abondance de références, mais il est essentiel que l'on se rende compte de notre légèreté collective devant une évolution diagnostiquée avec autant de sûreté et aussi peu de doutes par les plus grands esprits de notre temps* ». Et il cite Keynes, Blum, Arendt, Georges Fredmann, Fourastié...

Donc, malgré toutes les lettres, tous les documents que nous-mêmes et tant de distributistes lui avons envoyés, il ignore encore Jacques Duboin ! Il conclut : « *La gauche a aujourd'hui la tâche considérable de comprendre ce qui se passe et de proposer enfin des solutions... : tel est l'enjeu de cette fin de siècle* ».

Enfin !...
— — — —

1. Texte repris pour mémoire et déjà cité dans la GR n° 931.

* * *

La City pavoise

« *La place financière de Londres sort renforcée de dix ans de déréglementa-*

tion. La libéralisation brutale du marché anglais, le fameux big bang du 27 octobre 1986, a permis à la City de conforter sa suprématie européenne. Mais dans le même temps, les fleurons de la banque britannique sont passés sous contrôle étranger; et les scandales se sont multipliés ». C'est ainsi que Le Monde résume la métamorphose de la City : « *Malgré les abus de spéculateurs, cette ouverture au vent de la concurrence est considérée comme un succès... Le volume d'affaires du London stock exchange a été depuis (donc en dix ans) multiplié par six... Les grandes institutions financières étrangères, en particulier américaines, riches en capitaux, ont mis la main sur les plus belles banques d'affaires anglaises... Les grosses banques européennes, surtout suisses, allemandes ou néerlandaises ont fait de même, mais plus prudemment* ».

Nous retrouvons la sphère financière étudiée dans la GR de novembre. Les banquiers, outre-Manche, sont maintenant, paraît-il, convaincus de l'intérêt de la monnaie unique. L'un d'eux s'exprime : « *Les changements intervenus ces dix dernières années ne sont rien comparés au big bang de la monnaie unique* ». Pas trace, pas de souci dans tout cela, bien sûr, de l'Europe sociale. On laisse aux technocrates de Bruxelles, relayés par leurs complices nationaux, le soin de répandre la poudre aux yeux des bons peuples.

A.P.

BON DE COMMANDE À DÉCOUPER

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR

... exemplaires de la **Grande Relève N°**....., à.....F l'un, soit.....F
 ... exemplaires de **Kou l'ahuri**, à 65 F l'un, soit.....F
 ... exemplaires de **Les affranchis de l'an 2000**, à 110 F l'un, soit.....F
 ... exemplaires d'**Un Socialisme à visage humain**, à 25 F l'un, soit.....F
 ... exemplaires de la bande dessinée **Et si on changeait?** à 25 F l'une, soit.....F

JE JOINS POUR CELA LA SOMME TOTALE DE F

PAR CHEQUE À L'ORDRE DE **LA GRANDE RELEVÉ, CCP 1340239 M PARIS.**

PRÉNOM,
NOM,
ADRESSE
EN CARACTÈRES
D'IMPRIMERIE
ET SIGNATURE

M.....
.....
.....
.....

remplir et adresser à la **GRANDE RELEVÉ, BP 108, 78110 LE VÉSINET. FRANCE**



Au moment où les artistes et techniciens du spectacle défilent dans les rues, occupent théâtres et Chambres de commerce pour marquer leur réprobation face aux mesures destinées à remettre en question leurs droits, il nous a paru opportun de proposer à nos lecteurs ce dialogue inédit, écrit tout récemment par deux témoins qui ont façonné, chacun à leur manière, le paysage artistique de notre pays : GABRIEL MONNET, acteur et metteur en scène, ex-Directeur des Centres Dramatiques de Bourges, de Nice et de Grenoble, et ROLAND POQUET, ex-Directeur de l'Hippodrome de Douai, Scène Nationale.

Impertinences d'intermittents

G.M. — Sommes-nous irrévocablement condamnés aux projets calculés, aux obsessions et aux engrenages d'un monde usinier, productiviste, aveugle et sourd ?

Qui, ou quoi, décide aujourd'hui du sort des gens ? La machine ou quelqu'un ? A quelles fins humaines ou purement comptables et mercantiles ?

Le non-emploi, qui s'étend à des foules, signifiera-t-il à tout jamais le non-être, l'exclusion, la misère ou la honte ?

«Quand donc finira la semaine ?» implorait Appolinaire au début de ce siècle... Faudra-t-il éternellement attendre d'être riche ou vieux, ou se vouloir poète et mendiant pour disposer du temps ? Le temps précieux de comprendre et d'aimer la vie. On connaît la romance du même Appolinaire : « Dans la plaine, les baladins s'éloignent au long des jardins... ». Et Charlot, vagabond (chômeur ?) sur la route du mot fin nous tourne le dos.

Littérature ? Cinéma ? Images d'hier ? Fin de fable ? Fin du jour ou fin tout court ?...

R.P. — *Fin tout court, peut-être. Nous sommes de plus en plus persuadés que le déferlement de la technologie - informatique, robotiques, télécommunications, biotechnologies - est source d'inégalités croissantes et d'exclusions économiques.*

Cela n'est pas sans effet sur le fonctionnement de notre économie de marché et apporte la principale explication à la crise que nous connaissons.

G.M. — Longtemps, le spectacle fut une fête rare - autre chose qu'un "produit" - l'exploit d'un aventurier

métier où l'on gagnait sa vie avec sa vie, le plus souvent la main tendue, mendiant l'estime et le pain. Parfois le luxe de quelques princes, mécènes, protecteurs, proxénètes... De l'espèce des mauvais métiers !

R.P. — *Quoi de changé ?*

G.M. — En substance, rien. En existence, beaucoup. L'Histoire a des retournements de dormeur !...

Ces gens que naguère on excommunait, marginalisait, excluait des professions "honorables" : profanateurs du dimanche, marchands des heures creuses, amuseurs flanqués de tous les noms de "fous", jongleurs, saltimbanques, histrions, bouffons, cabotins, pitres, montreurs de n'importe quoi, diseurs, danseurs, musiciens, comédiens, tragédiens, minables ou sublimes, priés, méprisés... les voici devenus citoyens de pleine page. Sociétaires de la société !

Pour leur dire leur conditions professionnelles aujourd'hui, ils se sont donné un nom de source... ou de maladie. Intermittence... C'est selon les lieux, les saisons, les talents, les chances... Les voici devenus plus nombreux que jamais, inquiétant les systèmes de "protection sociale".

Le progrès technologique, l'invention et la prolifération des "usines de rêves" les ont augmentés de techniciens venus de tous les corps de métiers. Comme si le mot "artiste" était à l'horizon du mot "travailleur", et le spectacle, refuge de toutes les illusions, un dénominateur commun de l'emploi. Les "écoles", conservatoires, cours, stages de formation se sont multipliés. Les nouveaux venus pullu-

lent... Où est le progrès ?

La "bohème" pittoresque de naguère a fait place, à quelques exceptions près, à des entreprises plus ou moins temporaires, gagnées par le modèle industriel, soumises aux lois non écrites de la concurrence du marché, du profit 1...

R.P. — *... qui s'imposent, elles aussi, à ces derniers espaces d'autonomie.*

G.M. — L'artiste "intermittent" (curieux pléonasme !) se définit comme un travailleurs intérimaire demandant que l'on reconnaisse et **rémunère son existence** entre deux embauches, deux emplois, deux rôles... En somme, un chômeur endémique sans complexes, à la recherche d'un statut d'artiste permanent ? « On ne peut plus considérer les rapports particuliers que les artistes ont avec le travail comme des réponses marginales à une précarité envahissante. Ils doivent être reconnus comme des principes réguliers de fonctionnement et trouver leur inscription dans les lois, les codes et les conventions qui régissent le travail salarié² » Discours astucieux, sans doute légitime, encore que limité aux attentes des artistes dits "du spectacle", et tenant le **rapport travail-salaire** pour inamovible. Pour tout dire, se cherchant un patron et le trouvant ... au CNPF !

R.P. — *Et pourtant c'est ce rapport travail-salaire, et par extension le rapport emploi-revenu, qui est fondamentalement remis en question par le déferlement de la technologie. Nous assistons à une double rupture : rupture entre production et emploi et, par voie de conséquence, rupture entre emploi et*

revenu. Car dès lors que la production me refuse un emploi, je ne peux plus, en échange de mon travail, recevoir un revenu à échanger contre une production ou un service. Constatation qui a fait dire à un économiste non conformiste : « Il serait plus facile de faire consommer le surplus de la production par les chômeurs que de faire absorber les chômeurs par une production qui n'a plus besoin d'eux³. »

G.M. — Et si "l'intermittence" désignait tout à coup la condition ouvrière tout entière ?... Et tout simplement la condition humaine ? Et si "l'intermittence" devenait un **droit de l'homme**, rendant intolérable la pensée même de "fin de droit" ?

R.P. — Magistral ! Mais peut-on fonder « dans la sphère de la répartition une logique communautaire à côté de la logique marchande ? »⁴ J'en doute.

G.M. — J'en doute, moi aussi.

R.P. — L'intermittence comme modèle de la condition ouvrière tout entière - ou comme droit de l'homme, si l'on préfère - ne pourra pleinement intervenir que dans une société où les mécanismes économiques de l'échange auront été remplacés par les mécanismes de la distribution : si d'aventure les revenus n'étaient plus échangés contre un emploi, mais, à l'aide d'une monnaie de consommation, distribués indépendamment de l'emploi, celui-ci pourrait varier dans le temps avec la plus grande souplesse, c'est incontestable. Et l'intermittence deviendrait l'une des règles de la répartition de l'emploi entre tous.

G.M. — Quoi qu'il en soit, dès lors que « le spectacle est le moment où la marchandise est parvenue à l'occupation totale de la vie »⁵, il nous faut ré-interroger la notion de spectacle dans le monde où nous sommes. Un monde en vitrine ? Un marché du paraître ? De l'étalage et du badaud ? Du goinfre et de l'affamé ? De la star et du figurant ?

Les capitaines d'industrie, chercheurs de têtes, les politiques prônant polyvalence professionnelle,

flexibilité de l'emploi, mobilité de la main-d'œuvre, ne parlent pas autrement que les sociétés de productions, agences de castings, organisateurs de tournées, impresarii... Ce n'est pas, on le sait bien, pour transformer nos "travaux et nos jours" en fêtes joyeuses ou méditatives ! Qu'advient-il dans ce marché de l'être rare, de l'artiste des commencements, vivant, fragile, éphémère, qui depuis toujours entretient la présence, l'intelligence, l'amour, la défense de cet être-là partout ? « Le poète fuit l'asphyxie » nous confiait René Char. Mais ne se désolidarise de personne.

A la dernière distribution des "Molières", un Laurent Terzieff s'exprime bien au-delà du metteur en scène et de l'acteur quand il s'écrit : « Le spectacle est la dernière proposition faite à l'homme de vivre collectivement - de réchauffer son cœur et son esprit » disait Jouvet.

Il apparaît comme témoin d'un pays attentif à lui-même. Il définit

à ne pas manquer :

CONFÉRENCE-DÉBAT

ALBERT JACQUARD

Le vingt et unième siècle est à inventer

LE 21 JANVIER 1997

À 21 HEURES

Université de Cergy-Pontoise

location : 01 30 38 11 99/
FNAC/3615 FNAC /01 49 87 50 50

et signale un Art devenu le territoire d'une résistance à l'abandon de l'homme par l'homme.

Les "intermittents" ne s'avancent pas, flanqués d'un vocable cache-misère ou d'un faux-nez, vers les pouvoirs supposés recueillir, détenir, gérer la richesse commune. Ce n'est pas la main tendue en quête d'une assistance. C'est en citoyens libres, égaux, fraternels, porteurs de la dignité de tous...

R.P. — ...Et conscients que le

patrimoine accumulé par les générations antérieures appartient à tous.

G.M. — Ce n'est pas non plus (soit dit à quelques-uns) en singeant les luttes ouvrières de l'Histoire. La grève des spectacles est un néant, et les slogans prophétisant la disparition du spectacle vivant, des sottises : il en renaîtra toujours avec *deux hommes, un tréteau, une passion*. C'est en approfondissant, en jouant à *fond* la fonction sociale de l'art, ses discours et ses actes. Car l'heure est plus que jamais venue d'**ajouter l'intelligence à l'intelligence**.

R.P. — Nous sommes à l'aube d'une civilisation de l'intelligence. D'ores et déjà la montée de l'immatériel (savoir, information, codes, symboles, messages...) constitue le facteur essentiel du développement « un développement qualitatif et complexe indique Félix Guattari, qui n'a rien à voir avec la croissance capitaliste⁶. »

G.M. — Alors, verrons-nous peut-être les ouvriers de la parole rêver inventer le réel ? Et avec en tête, par exemple, Arthur Rimbaud « Saluer la naissance du travail nouveau, la sagesse nouvelle, la fuite des tyrans et des démons... la fin de la superstition... adorer, les premiers, Noël sur la terre⁷ ». Quelle autre alternative, à l'accumulation aveugle de la marchandise et du profit; que le partage, la convivialité, la fête, le cadeau ?

**GABRIEL MONNET
ROLAND POQUET**

1 Claude Julien, *Le monde Diplomatique*, avril 93

2. "L'intermittence et le travail", Vincent Bady, Laurent Figuière, Annie Salay - *Libération*, 13 mai 93

3. Jacques Duboin, *Les Yeux ouverts*, Ed. Jeheber, 1955

4. Bernard Barthalay, Université Lyon II *Transversales Sciences Culture* n° 10.

5. Guy Debord, *La société du spectacle*, Gallimard.

6. Félix Guattari, "Pour une refondation des pratiques sociales", *Le Monde Diplomatique*, Octobre 92

7. Arthur Rimbaud, "Une saison en enfer".

En fouillant dans les éditions récentes de la G.R., j'ai redécouvert un article de Jean Bourdette. Je souhaite lui répondre sur un seul point qui me paraît d'une très grande importance.

"C'est souvent avec intérêt que je lis tes contributions dans la Grande Releve. Ton article paru dans le n° 952 me chagrine particulièrement lorsque tu qualifies la monnaie distributive "non transférable". Il apparaît que nous ne lisons que ce que nous cherchons. Autrement dit, c'est notre pensée qui prime sur l'esprit de ce que nous lisons ou entendons. Ainsi, personnellement, je n'ai jamais perçu cette limite à ladite monnaie. C'est même le contraire. Je me suis longtemps posé la question de savoir comment on pourrait procéder pour faire participer toutes ces fermières qui apportent une douzaine d'œufs et quatre salades au marché. Ce serait dommage de priver la population d'acheter ces produits qui sont censés être naturels en tout cas, ils sont fort prisés dans mon pays. C'est la même chose pour les petites bricoles mais aussi pour les grandes.

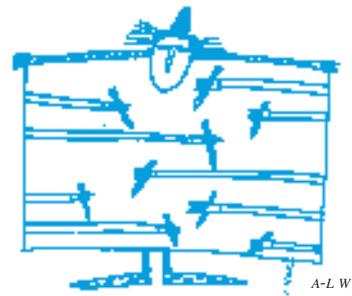
Je propose comme une des solutions possibles que nos cartes de crédit soient équipées d'un système qui les unit l'une à l'autre ; ainsi, toutes les sommes, aussi petites soient-elles, pourront transiter d'une poche à l'autre, pardon, d'une carte à l'autre. Ce système aura encore une autre avantage. Les banques auront les moyens de vider les cartes des

sommes consommées et, par ce simple moyen, le rendement de chacun pourra être publié si la population en décide ainsi. Cette opération sera réalisée en même temps que la répartition de la rente. Ainsi l'individu qui souhaitera accomplir son activité professionnelle de son propre chef et gérer sa vie à sa convenance ne sera tenu qu'à une seule règle : rapporter une somme minimum déterminée pour prouver son utilité envers la société.

Reverra-t-on, en tout cas je l'espère, les marchés animés d'antan où chaque acheteur et chaque vendeur discutaient ardemment pour tirer le meilleur prix des produits. A mon avis, c'est par là que l'on découvre la valeur intrinsèque d'un produit et pas un prix de revient plus un pourcentage de bénéfice. Je considère que la fixation des prix est la complète négation des vraies valeurs qui oscillent entre la demande du consommateur et l'offre du fournisseur, comme c'était le cas lors des trocs ancestraux qui ont animé les échanges durant de nombreux millénaires alors que les étiquetages sont très récents : une centaine d'années tout au plus.

Si l'Economie distributive propose une possibilité de ce type, je crois que ton inquiétude tombera. Vraiment, je ne vois rien de changé sauf en avantage car le vol à la tire sera inefficace puisque les cartes seront munies d'un code.

Quant à retirer "une valeur ajoutée", je pense que là nous devons penser en



distributiste et plus en capitaliste. Je crois que vous pensez plutôt à la satisfaction de l'ego de la personne qui a introduit une plus value au produit. C'est tout à fait vrai que l'individu ne peut pas travailler pour des prunes. C'est ici que, je crois, l'ED apportera plus.

Puisque nous ne travaillerons pas pour "gagner" notre vie (notre pitance étant assurée par la rente), notre démarche ne sera pas pour acquérir l'**avoir** dont parlent les psy... La société passera à un niveau supérieur et sera tendue dorénavant vers le besoin de paraître ou assouvir le besoin suivant l'**avoir** qui est l'**être**.

D'après les psychologues, les chômeurs perdent leur identité en perdant leur emploi. En ED, ce n'est pas la solvabilisation qui donnera une identité puisque nous serons tous égaux. Ce sera l'être qui y pourvoira. C'est là que votre vendeur se façonnera son identité selon la qualité de ses prestations et des relations qu'il aura avec ses clients en particulier et la population en général. J.G., Fumel

Et revoilà notre lecteur Jean Bourdette et son art inénarrable pour caricaturer nos propositions:

Je voudrais poser une question à J-C G. de Libourne, qui, dans le n° 960, préconise la candidature de distributistes aux élections, et leur reproche leur "débandade générale" dès que quelqu'un suggère la même démarche afin de "présenter nos idées lors de chaque élection locale ou nationale" : S'est-il déjà lui-même présenté aux élections dans sa ville de Libourne, par exemple, et sinon, qu'attend-il donc pour le faire ?...

Il verrait bien ainsi combien d'électeurs votent pour lui après que, sur ses affiches électorales, il leur ait proposé, par exemple, l'interdiction du droit de libre vente et le changement de statut des actuels commerçants et artisans en vendeurs à revenu fixe, après imposition du système de paiement pour monnaie de consommation "qui ne circule pas" et par suite, l'interdiction de

la médecine libérale et de l'actuel paiement à l'acte des praticiens, désormais tous salariés, ou encore la fermeture des agences immobilières et des agences de publicité, comme le propose votre programme dans "Les affranchis de l'An 2000".

Alors, chiche, Monsieur J-C. G. ?...

Pour parler sérieusement, je répète ce que j'ai déjà proposé comme seule solution possible, à savoir l'entente avec les seuls candidats des partis de gauche sur un compromis réaliste, et donc un programme effectivement réalisable dès leur probable retour au pouvoir en 1998, renonçant une fois pour toutes à cette chimère que serait la suppression autoritaire du libre marché, sauf à vouloir provoquer la guerre civile.

J.Bourdette, Paris

*

RÉPONSE. Laissons à nos lecteurs le soin de juger si «interdiction de la médecine libérale» résume le chapitre intitulé "D'autres services de santé" dans "Les affranchis de l'An 2000". Ce sera pour eux l'occasion de réfléchir aux raisons pour lesquelles, lorsque les médecins vivent de la maladie, la médecine préventive est si peu développée...

Mais si la seule solution possible est de faire confiance aux candidats des partis politiques qui se disent de gauche mais sont toujours aussi incapables de comprendre quel véritable changement de civilisation est en cours, au point de promettre encore, malgré tous leurs échecs, le salut par le plein emploi d'antan, alors ce n'est pas la guerre civile à quoi il faut s'attendre, mais à la dictature xénophobe et totalitaire de l'extrême droite. Non, merci ! M-L D

bloc - notes

associations et revues

G.L.E.D

Groupe Liégeois
pour
l'Economie Distributive
a publié la brochure
Muter ou chuter
(prix 18 FB,
CCP000 0660548)
et diffuse livres et
journaux distributeurs
en Belgique.

L. Gosset,
21 rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX
BELGIQUE

G.S.E.D.

Groupe de Salariés
pour
l'Economie Distributive
11 rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

ÉVASIONS

publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle
conscience planétaire"

J-C. Giroud
103 Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

EDEN

Equipes pour la
Diffusion d'une
Economie Nouvelle
6 bis rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

RÉSISTANCE

À L'AGRESSION PUBLICITAIRE
61 rue Victor-Hugo
93500 PANTIN

FRAGMENTS - DIFFUSION

9 rue Eugène Jumin
75019 PARIS

TRANSVERSALES Sciences / Culture

21, Bd de Grenelle
75015 PARIS

**La Grande Relève
s'est inscrite
à titre collectif
à la Maison Grenelle.**

**Ceci doit permettre à tous
ses abonnés d'en utiliser
les services,
en particulier ceux de la
bibliothèque.**

CITOYENS DU MONDE

15 rue Victor-Duruy
75015 PARIS

UNION PACIFISTE

BP 196
75624 PARIS Cédex 13

ALTERNATIVE SYNDICALISTE

éditée par le Cercle de réflexions
et d'Actions Syndicalistes
38, rue du Stand
95120 ERMONT

LE PUBLIPHOBIE

56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

GAVROCHE

Revue d'histoire populaire
39-41 rue de la Harpel
BP872
27008 ÉVREUX CÉDEX

A CONTRE-COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE
4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

La publication, le mois dernier,
d'un numéro spécial nous a empêchés
de publier la liste des souscriptions
reçues après le 15 octobre.

Voici les listes de ces deux derniers mois :

Novembre 1996 :

R. Helfer 100 - J. Matejko 100 - G. Chauvaux
70 - P. Chardain 70 - J. Stass 50 - Y. Hou-
chot 70 - A. Met 70 - P. Quittelier 270 - A.
Sprintz 20 - P. Beau 20 - R. Guérin 55 - M.
Rajain 270 - H. Richon 70.

Total 1.235 F.

Décembre 1996 :

A. Morlot 20 - Mme Gayou 70 - L. Reynders
150 - M. Petit 170 - F. Quillevere 300 - V.
Abécassis 70 - P. Orliange 370 - J. Rabattu
70 - A. Richard 120 - L. Fouret 120 - J. Tou-
raine 70 - Allemand 70 - P. Le Nin 120 -
Mme Picourlat 370 - A. Nahoum 370 - R.
Quicroit 70 - M. Delahaye 70 - J. Valat 370 -
A. Moreau 140 - P. Dubal 120 - G. Capeyron
250 - Mme Lahens 300.

Total 3.780 F.

Merci et bonne année à tous !...

**On veut des sous !!!
Consommez !!!**

Le CD enregistré par
J-P et B. Poulin et D. Daguenet
pour aider nos efforts de propagande
est sorti.

Ne manquez pas de le commander à
J-P Poulin,
7 rue Jules Ferry,
37110 Château-Renault
au prix de 30F l'un, plus 5F de frais d'envoi.

L'environnement



L'environnement est incontournable. Les écolos ont raison. Ils ne savent pas jusqu'à quel point !... Car il y a deux sortes d'environnement, l'environnement physique, et l'environnement humain.

Le premier fait l'objet de la géographie physique, de la géophysique ou physique du Globe. Il inclut le cosmos, les mouvements de la terre, sa structure (nature des roches) et son relief, le climat, la flore, la faune, les sols et les cours d'eau. Certaines composantes ont été fortement modifiées : la flore, la faune, les sols, les cours d'eau (le climat aussi peut-être ?) Les matières premières ont été pillées ! Mais nous avons reçu l'ensemble à l'état brut, avec ses lois physiques et biologiques. Toutes les modifications ne sont pas fâcheuses. Exemple : le bocage (champs clos par des haies vives). Mais les nuisances demeurent trop fréquentes et elles résultent de la seconde catégorie.

Celle-ci fait l'objet de la géographie humaine : habitations, usines, villes, villages, routes, ponts, voies ferrées, aérodromes, véhicules, etc. Mais aussi de l'économie. La société, les activités économiques (agriculture, industrie, services), le régime politique, font partie de l'environnement ! Il faudrait tout de même s'en apercevoir.

A la différence de l'environnement

physique, modifiable sans doute mais qui nous est légué au départ, l'environnement humain, c'est ce que nous faisons ou... laissons faire.

Pour comprendre ce qui se passe, il faut avoir en tête cette faculté particulière à l'être humain : inventer constamment et se laisser dominer, conditionner ensuite par ses inventions. On pense évidemment à l'accélération récente des progrès techniques et l'on oublie une invention millénaire : la monnaie.

On peut y ajouter la société et tous ses aspects. Ce que l'on appelle *lois économiques*, par exemple, n'est qu'un ensemble de réflexes conditionnés, ou plutôt le résultat de ces comportements. Il serait temps de les remplacer par des comportements conscients et, d'abord, de les utiliser à bon escient.

La monnaie, par exemple, nous offre un levier efficace de changement social. Pour contrôler le progrès technique et le transformer en progrès véritable, il faut d'abord maîtriser l'économie. Que cela plaise ou non, elle doit fonctionner dans l'intérêt général et non plus dans celui d'une minorité !

On peut bien modéliser tout ce qu'on voudra, à grand renfort d'ordinateurs, on ne transformera pas pour autant les exclus en agents économiques et en clients

solvables.

Pan dans le mille pour les Écolos ! Gageons qu'ils ne s'en doutaient pas. Ils feraient bien de s'intéresser de plus près aux mécanismes économiques et aux possibilités de changement offertes par des projets bien antérieurs aux leurs.

L'environnement est incontournable, bien sûr, mais pris dans sa globalité. Cela ne signifie pas attendre que soient résolus tous les problèmes économiques pour s'attaquer aux menaces sur la vie ou, simplement, la qualité de celle-ci. Mais lorsqu'elles résultent des mécanismes économiques, il faut absolument le mettre en lumière.

Quant à nous, évitons absolument de nous perdre en mauvaises querelles vis-à-vis du mouvement écologique, mais sachons utiliser les méfaits qu'il dénonce comme arguments supplémentaires. Car ils confirment avec éclat nos propres analyses... Quitte à exiger que les écolos assument pleinement leurs responsabilités, prennent l'habitude d'envisager l'ensemble des problèmes et cessent leurs divisions stupides : inutile de faire la leçon aux vieux partis, si l'on est incapable d'agir autrement.

L'échec de ces vieux partis s'explique avant tout par le refus de voir la situation telle qu'elle se présente. Les incantations n'y changent rien.

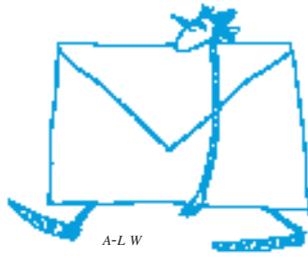
JEAN MESTRALLET.

Il n'est question, aujourd'hui, que d'allègements de charges en faveur des entreprises ou d'accroissement des recettes budgétaires... Bouche cousue sur la fixation des prix qui, pourtant, déterminent le pouvoir d'achat autant, sinon davantage, que le niveau des salaires. Ni les syndicats, ni les candidats électoraux, ni leurs experts et conseillers, ne se préoccupent des prix, de leur tailler quelques croupières, ne serait-ce qu'en matière de tarifs publicitaires, modération de certaines marges commerciales. Il y a là un moyen d'accroître le pouvoir d'achat des consommateurs à revenus fixes, autrement efficace que la sempiternelle revendication salariale.

HENRI MULLER

Il y a des combats d'arrière garde qui sont vains et qu'il est absurde de poursuivre. Le Mouvement réel prédétermine le sens de la marche au progrès historique. On ne peut retourner au travail individuel de l'ère artisanale, avant le développement de la manufacture et de la Grande Industrie. On ne peut empêcher le développement des grandes surfaces pour faire survivre, comme aux siècles passés, un petit et moyen commerce qui, pour rendre des services incontestables en certains lieux, ne sont pas dans le sens du progrès historique tel que déterminé par le Mouvement réel.

DR ROSAN GIRARD



Cest avec plaisir renouvelé que je lis la Grande Relève tous les mois, toutefois certains articles foncièrement anti-européens, voire d'une démarche nationaliste française, que je déteste, me font peur. Fédéraliste européen, autonomiste breton, je hais toutes les formes de nationalisme, je hais la "nation française", source de rejet de l'autre comme on peut le voir tous les jours. La République est universelle, multilingue, multi-identitaire, mais certainement pas française ici en Bretagne...

Y.C., Saint-Nazaire

RÉPONSE. Ne vous méprenez surtout pas, nous détestons autant que vous les démarches nationalistes et les déclarations chauvines des racistes nous font tout aussi peur. Nous nous sentons tous citoyens du village-monde, et sommes très favorables à une Europe fédéraliste. Mais ce n'est pas du tout celle qu'installe le traité de Maastricht. Celle-ci est l'Europe de la finance, ce n'est pas l'Europe des peuples et c'est cela que nous dénonçons.

* * *

J'apprécie beaucoup les articles d'André Prime. Je le trouve très brillant et sa récente étude sur l'origine de la sphère financière (GR de novembre) ne peut que me conforter dans mon opinion. J'aurais, malgré tout, une petite remarque à formuler. Par deux fois, A. Prime évoque le communisme. D'abord, pour dire que la doctrine libérale serait débarrassée de "l'hypothèque communiste"... puis "que l'URSS se serait effondrée avec le communisme".

Le communisme effondré ? Au contraire, certains obsédés le voient partout... même en France. «Nous vivons dans un pays com-

muniste» déclare, de manière fracassante, en gros titre, Alain-Dominique Perrin, PDG de Cartier dans le premier numéro du mensuel "La Une". En revanche, mon ami le militant marxiste Claude Bitot vient de publier un livre "Le communisme n'a pas encore commencé" (Spartacus, 1995). Claude considère que le système qui a existé dans l'URSS après la révolution de 1917, c'est du capitalisme d'État, bref tout sauf du communisme. Quoi qu'il en soit, en laissant à chacun la liberté d'appréciation sur la nature de l'ex-URSS (capitalisme d'État, État ouvrier dégénéré ou défiguré), nous sommes nombreux à penser que le communisme c'est autre chose que ce qui s'est produit en URSS, en Chine ou au Cambodge, de même que le socialisme, c'est autre chose que le régime français des années 1980...

L.B., Paris

RÉPONSE. Remarque judicieuse et avec laquelle je suis totalement d'accord. Pour moi, comme pour vous, le communisme n'a pas commencé, contrairement aux millions d'humains qui l'ont cru, et dont j'étais jadis.

Il est vrai qu'il faut être très prudent quand on emploie la formule "effondrement du communisme". En fait, c'est pour faire bref. Il faudrait dire : "effondrement des régimes qui se prétendaient communistes".

A.Prime

* * *

Dans le numéro d'octobre-novembre 96 du journal "Vers demain", organe des créditistes canadiens, encore appelés "bérêts blancs", on peut lire un article signé Alain Pilote, et intitulé "La fin du travail". L'auteur de cet article signale la parution récente du livre de l'Américain Jeremy Rifkin "The end of work", best-seller traduit dans neuf langues, où il nous est rappelé qu'à cause du progrès, les machines remplaceront de plus en plus les travailleurs et que la conséquence en sera évidemment la diminution croissante du nombre

d'emplois disponibles. Je voudrais citer ici, pour les lecteurs de la Grande Relève, la conclusion d'A. Pilote : «Les machines seront-elles une malédiction ou un bienfait pour l'homme ? Si le règlement qui limite la distribution d'un revenu à ceux qui sont employés n'est pas changé, la société se dirige tout droit vers le chaos. Il serait tout simplement absurde et ridicule de taxer 2 % des travailleurs pour faire vivre 98 % de chômeurs ! Il faut absolument une source de revenu non liée à l'emploi. Il n'y a pas à sortir de là, il faut un dividende.»

Sage réflexion, mais cela ne semble guère, hélas, préoccuper ceux qui ont la responsabilité de devenir de notre économie, et continuent de raisonner de la même manière (la plus classique qui soit), comme si rien n'avait changé depuis les balbutiements du capitalisme. Quant à nos journalistes, télévisés ou autres, ils préfèrent s'indigner sur les malheurs du groupe de rap NTM, au nom d'une "liberté d'expression" qu'à d'autres occasions, ils ne se souciaient pas du tout de voir bafouer, plutôt que de s'intéresser à des sujets sérieux, dont dépend l'avenir de nos enfants.

B.L., Lyon

* * *

Je réponds à la lettre de R.D. de Paris 12e. Pour les loisirs communs, randonnées et sorties, je propose de joindre l'utile à l'agréable, par exemple : distribuer des tracts dans la rue. Bien sûr, ça on peut le faire tout seul, mais si on est plusieurs, c'est encore mieux et il y en a un qui peut tenir un mini-stand (dans les rues piétonnes) pour vendre livres, brochures, revues. Il va bientôt y avoir une fête de l'Economie distributive à Château-Renault et j'invite tous les volontaires pour l'affichage chez les commerçants quand la date sera fixée.

J.P. Poulin, Château-Renault
Tél. 02 47 29 53 90

En résumé,

UN CONSTAT :

LA GRANDE RELEVÉ

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort qu'il doit fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.

Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.

Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés... Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.

Cette **Grande Relève des Hommes par la Science**¹ dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation**, le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

*le pouvoir d'achat
ne peut plus être mesuré
par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

**C'est ce qu'on appelle
la crise**¹.

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

UNE NECESSITE :

INVENTER POUR S'ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses, sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou

économie distributive,
qui pose en principe que :

*toute production
physiquement et
écologiquement réalisable
doit être
financièrement
possible.
Et quand elle a été réalisée,
tout citoyen doit avoir
le pouvoir d'achat nécessaire
pour en acquérir sa part.*

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail*.

Une double réorganisation s'impose donc :

celle du **devoir économique** et
celle du **droit économique**
de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques, et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

DES PROPOSITIONS :

LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social** que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".

D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort.

Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.



Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers (ou même plus simple). Il consiste à évaluer la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes², des besoins et des in-

tentions manifestés par les consommateurs, des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "revenu social" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée. Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au mê-

me titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**. Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

UNE TRANSITION : LE CONTRAT CIVIQUE

Diverses mesures transitoires ont été proposées³. Une allocation universelle ou revenu d'existence, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté**, déterminé à partir d'un **contrat civique**⁴ renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

C'est pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, que nous avons proposé le contrat civique. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui

donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité*, être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet ; elles seront com-

posées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers".

La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire**, (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

M-L D

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

3. voir notre N° hors série de 1992.

4. voir notre N° 901.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.

*Pour en savoir plus sur ces propositions,
pour en discuter dans une tribune libre,
abonnez-vous au journal (130F par an pour 11 numéros) :*

LA GRANDE RELEVÉ,
BP 108, 78110 LE VÉSINET
CCP 13 402 39 M Paris

ou commandez à cette adresse des documents tels que :

Kou l'ahuri, ou la misère dans l'abondance, un livre plein d'humour, de Jacques DUBOIN (65 F)

Les affranchis de l'An 2000, roman de M-L DUBOIN (110 F),

deux numéros hors série : L'économie distributive et les transitions (25 F)

La troisième voie (de décembre 1996, 15 F)

pour introduire une discussion : Un socialisme à visage humain, d'André PRIME (25 F)

et une bande dessinée de 8 pages : Et si on changeait ? (25 F).

— tous ces prix sont indiqués franco —